

Séance n°2 – Les grands principes de la procédure pénale

Sommaire

- I. L'autorité judiciaire gardienne de la liberté individuelle (article 66 de la Constitution)
 - A. Le droit à l'intervention d'un membre de l'autorité judiciaire
 - C.E.D.H., 27 août 1991, affaire Demicoli contre Malte, série A n°310 §39
 - C.E.D.H., 6 septembre 1978, Klass contre Allemagne série A n°28 §55
 - B. Condition : le droit à l'impartialité
 - C.E.D.H., 1^{er} octobre 1982, affaire Piersack contre Belgique série A n°53 §30
 - Crim., 10 mars 2004, pourvoi n°03-87441, Bull. n°65
 - Crim., 3 avril 2002, pourvoi n°01-85701, Bull. n°76
 - Crim., 6 janvier 1998, Pourvoi n°97-81466, Bull. n°1

II. Les qualités de la procédure

- A. L'équité de la procédure
 - Crim., 21 novembre 2000, Pourvoi n°00-80616, Bull. n°347
 - C.E.D.H., 27 juin 1968, affaire Wemhoff contre RFA, série A n°7 §10 à 12, §15 et 17
 - Crim., 20 mars 2002, Pourvoi n°01-83.543

- I. L'autorité judiciaire gardienne de la liberté individuelle (article 66 de la Constitution)
 - A. Le droit à l'intervention d'un membre de l'autorité judiciaire

Première manifestation du droit à l'intervention d'un membre de l'autorité judiciaire, l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme rappelle que toute personne objet d'une accusation pénale a le droit de faire juger cette accusation par un tribunal.

C.E.D.H., 27 août 1991, affaire Demicoli contre Malte, série A n°310 §39

[...]

La Cour relève, avec la Commission, que le pouvoir du Parlement maltais de prendre des mesures disciplinaires et de réglementer ses affaires intérieures ne se trouve pas en jeu.

En outre, elle n'a pas pour tâche d'examiner *in abstracto* la législation et la pratique pertinentes, mais de rechercher si la manière dont les poursuites dirigées contre M. Demicoli se sont déroulées a enfreint l'article 6 par. 1 (art. 6-1).

Selon sa jurisprudence, "un 'tribunal' se caractérise au sens matériel par son rôle juridictionnel: trancher, sur la base de normes de droit et à l'issue d'une procédure organisée, toute question relevant de sa compétence (...). Il doit aussi remplir une série d'autres conditions - indépendance, notamment à l'égard de l'exécutif, impartialité, durée du mandat des membres, garanties offertes par la procédure - dont plusieurs figurent dans le texte même de l'article 6 par. 1 (art. 6-1)" (arrêt Belilos du 29 avril 1988, série A n° 132, p. 29, par. 64).

[...]

Mais la principale manifestation de ce droit à l'intervention d'un membre de l'autorité judiciaire est le droit pour toute personne objet d'une atteinte à sa liberté individuelle au cours d'une procédure pénale de voir cette mesure contrôlée par un membre de l'autorité judiciaire, comme le rappellent l'article 5 de la CESDH et l'article préliminaire du CPP.

C.E.D.H., 6 septembre 1978, Klass contre Allemagne série A n°28 §55

[...]

La surveillance peut subir un contrôle à trois stades: lorsqu'on l'ordonne, pendant qu'on la mène ou après qu'elle a cessé. Quant aux deux premières phases, la nature et la logique mêmes de la surveillance secrète commandent d'exercer à l'insu de l'intéressé non seulement la surveillance comme telle, mais aussi le contrôle qui l'accompagne. Puisque l'on empêchera donc forcément l'intéressé d'introduire un recours effectif ou de prendre une part directe à un contrôle quelconque, il se révèle indispensable que les procédures existantes procurent en soi des garanties appropriées équivalentes sauvegardant les droits de l'individu. Il faut de surcroît, pour ne pas dépasser les bornes de nécessité au sens de l'article 8 par. 2 (art. 8-2), respecter aussi fidèlement que possible, dans les procédures de contrôle, les valeurs d'une société démocratique. Parmi les principes fondamentaux de pareille société figure la prééminence du droit, à laquelle se réfère expressément le préambule de la Convention (arrêt Golder du 21 février 1975, série A n° 18, pp. 16-17, par. 34). Elle implique, entre autres, qu'une ingérence de l'exécutif dans les droits d'un individu soit soumise à un contrôle efficace que doit normalement assurer, au moins en dernier ressort, le pouvoir judiciaire car il offre les meilleures garanties d'indépendance, d'impartialité et de procédure régulière.

[...]

B. Condition : le droit à l'impartialité

Le membre de l'autorité judiciaire qui intervient soit pour juger de l'accusation pénale, soit pour contrôler l'atteinte à la liberté doit être impartial en vertu de l'article 6 de la CESDH, mais aussi de l'article préliminaire du CPP. Cette impartialité doit être à la fois objective et subjective.

C.E.D.H., 1^{er} octobre 1982, affaire Piersack contre Belgique série A n°53 §30

[...]

Si l'impartialité se définit d'ordinaire par l'absence de préjugé ou de parti pris, elle peut, notamment sous l'angle de l'article 6 § 1 (art. 6-1) de la Convention, s'apprécier de diverses manières. On peut distinguer sous ce rapport entre une démarche subjective, essayant de déterminer ce que tel juge pensait dans son for intérieur en telle circonstance, et une démarche objective amenant à rechercher s'il offrait des garanties suffisantes pour exclure à cet égard tout doute légitime.

a) Quant à la première, la Cour constate que le requérant se plaît à rendre hommage à l'impartialité personnelle de M. Van de Walle; pour son compte, elle n'a aucun motif de la mettre en doute et d'ailleurs pareille impartialité se présume jusqu'à preuve du contraire (arrêt *Le Compte, Van Leuven et De Meyere* du 23 juin 1981, série A n° 43, p. 25, § 58). On ne saurait pourtant se borner à une appréciation purement subjective. En la matière, même les apparences peuvent revêtir une certaine importance (arrêt *Delcourt* du 17 janvier 1970, série A n° 11, p. 17, § 31). Ainsi que la Cour de cassation de Belgique l'a relevé dans son arrêt du 21 février 1979 (paragraphe 17 ci-dessus), doit se récuser tout juge dont on peut légitimement craindre un manque d'impartialité. Il y va de la confiance que les tribunaux se doivent d'inspirer aux justiciables dans une société démocratique.

b) On verserait dans l'excès contraire si l'on entendait écarter du siège les anciens magistrats du parquet dans chaque affaire examinée d'abord par ce dernier, quand bien même ils n'auraient jamais eu à en connaître. Fondée sur une conception rigide et formaliste de l'unité et de l'indivisibilité du ministère public, une solution aussi radicale dresserait une cloison quasi étanche entre le siège et le parquet. Il en résulterait un bouleversement du système judiciaire de plusieurs Etats contractants où le passage d'une magistrature à l'autre se pratique fréquemment. Surtout, le simple fait qu'un juge ait figuré jadis parmi les membres du parquet ne constitue pas une raison de redouter un manque d'impartialité dans son chef; la Cour marque son accord avec le Gouvernement sur ce point.

c) Se plaçant d'office sur le terrain de l'article 6 § 1 (art. 6-1), la Cour de cassation de Belgique a en l'espèce adopté un critère fonctionnel: l'existence d'une intervention antérieure du juge "dans la cause dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de (...) fonctions de magistrat du ministère public". Elle a rejeté le pourvoi de M. Piersack parce que les pièces en sa possession ne lui semblaient pas révéler une telle intervention de M. Van de Walle à titre de premier substitut du procureur du Roi à Bruxelles, fut-ce sous une autre forme qu'une prise de position personnelle ou un acte donné de poursuite ou d'instruction (paragraphe 17 ci-dessus).

d) Même assorti de cette dernière précision, pareil critère ne répond pas entièrement aux exigences de l'article 6 § 1 (art. 6-1). Pour que les tribunaux inspirent au public la confiance indispensable, il faut de surcroît tenir compte de considérations de caractère organique. Si un juge, après avoir occupé au parquet une charge de nature à l'amener à traiter un certain dossier dans le

cadre de ses attributions, se trouve saisi de la même affaire comme magistrat du siège, les justiciables sont en droit de craindre qu'il n'offre pas assez de garanties d'impartialité. [...]

La chambre criminelle va ainsi être amenée à contrôler le respect de cette impartialité. Il faut d'ailleurs noter qu'elle applique sur ce point les définitions données par la CEDH.

Crim., 10 mars 2004, pourvoi n°03-87441, Bull. n°65

[...]

Sur le premier moyen de cassation présenté pour Muriel Z..., pris de la violation des articles 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, L. 626-2 du Code de commerce, 80, 170, 173, 174, 175, 591 et 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale ;

"en ce que l'arrêt attaqué a rejeté la requête en nullité présentée par Muriel Z... ; [...]

"2) alors que Muriel Z... demandait, en outre, à la chambre de l'instruction d'"annuler tous les actes signés ou prescrits par la juge d'instruction en raison de la violation du droit à un procès équitable résultant du fait que la juge d'instruction (était) aussi le juge-commissaire de la procédure collective ouverte au nom de la société anonyme dont Muriel Z... était le président-directeur général" ; qu'en s'abstenant de répondre à ce moyen pourtant déterminant comme étant de nature à faire naître un doute sur l'impartialité du magistrat instructeur et, partant, à entacher d'irrégularité les actes qu'il avait ordonnés ou accomplis, la chambre de l'instruction a entaché sa décision d'une insuffisance de motifs" ; [...]

Attendu que les demandeurs ne sauraient se faire un grief de ce que, en méconnaissance de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, le juge d'instruction avait, antérieurement à sa désignation, participé au jugement d'ouverture de la procédure de redressement judiciaire, puis à la décision étendant cette procédure et enfin au jugement de liquidation, dès lors que cette circonstance n'est pas, en soi, de nature à faire naître un doute objectivement justifié sur l'impartialité du magistrat en cause; [...]

Crim., 3 avril 2002, pourvoi n°01-85701, Bull. n°76

LA COUR,

Vu le mémoire produit ;

Sur le moyen unique de cassation, pris de la violation des articles 6.1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, 591 du Code de procédure pénale :

" en ce que l'arrêt attaqué a été rendu par une chambre de la cour d'appel dont le président et l'un des conseillers avaient participé à la composition de la chambre ayant décerné le mandat de dépôt à l'encontre de Serge Sylvestre après l'avoir condamné ; " alors que l'exigence d'impartialité du tribunal édictée par l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales s'oppose à ce que le magistrat d'une cour d'appel ayant décerné un mandat de dépôt à l'encontre du prévenu participe à la composition de la chambre des appels correctionnels saisie d'une demande de mise en liberté " ;

Attendu qu'aucune disposition légale n'interdit à un magistrat de la chambre correctionnelle d'une cour d'appel ayant condamné un prévenu et ordonné son maintien en détention, de faire partie de la juridiction, appelée à statuer ultérieurement sur une demande de mise en liberté ; que cette participation n'est pas contraire à l'exigence d'impartialité énoncée par le texte conventionnel invoqué au moyen qui, dès lors, ne peut être accueilli ;

Le ministère public n'est pas soumis à l'impartialité car il ne décide pas : il n'a qu'un rôle d'accusation.

Crim., 6 janvier 1998, Pourvoi n°97-81466, Bull. n°1

[...]

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme :

" en ce que l'arrêt attaqué a, vu l'article 2-4° de la loi d'amnistie du 3 août 1995, constaté l'extinction de l'action publique ;

"alors que ne peut être considéré comme indépendant et impartial le tribunal dont l'un des membres, en l'espèce, M. H..., avocat général, serait parrain du fils du principal prévenu, en l'occurrence E..., député-maire de F..." " ;

Attendu que le ministère public ne décidant pas du bien-fondé de l'accusation en matière pénale, le moyen pris de la partialité éventuelle de ce magistrat est inopérant ;

[...]

II. Les qualités de la procédure

La célérité de la procédure

En vertu de l'article 6 de la CESDH et de l'article préliminaire du CPP, il ne suffit pas qu'un membre de l'autorité judiciaire impartial intervienne. Il faut aussi que la procédure ait une durée raisonnable. Cela signifie que la procédure ne doit être ni trop longue ni trop rapide. Elle ne doit pas être trop rapide au sens où les autorités judiciaires doivent prendre le temps nécessaire à la découverte de la vérité et au respect des droits de la défense. Mais elle ne doit

pas être trop lente, c'est-à-dire qu'il ne doit pas y avoir de délai d'attente injustifié. La durée raisonnable de la procédure fait ainsi l'objet d'une appréciation *in concreto*, au regard des circonstances de chaque affaire. Cette condition de célérité est d'autant plus impérative lorsque la personne suspectée est privée de sa liberté.

C.E.D.H., 27 juin 1968, affaire Wemhoff contre RFA, série A n°7 §10 à 12, §15 et 17

[...]

Ce caractère raisonnable du maintien en détention d'un accusé doit s'apprécier dans chaque cas suivant les circonstances de la cause. Les circonstances susceptibles d'être prises en considération sont d'une extrême variété. De là, dans l'appréciation du caractère raisonnable d'une détention, la possibilité de fortes divergences d'opinion. [...]

12. La Cour ne croit pas devoir faire sienne cette méthode. Avant d'être portés devant les organes chargés par la Convention d'assurer le respect des engagements résultant de celle-ci pour les Hautes Parties Contractantes, les cas de prétendue violation de l'article 5 par. 3 (art. 5-3) doivent avoir fait l'objet de recours internes et donc de décisions motivées de la part des autorités judiciaires nationales. Il appartient à celles-ci d'indiquer les circonstances qui leur ont paru rendre nécessaire, pour des raisons d'intérêt public, la privation de liberté d'une personne soupçonnée d'infraction et non condamnée. De même, cette personne doit avoir fait valoir dans ses recours tant les raisons de nature à énerver les conclusions tirées par les autorités des faits retenus par elles que d'autres circonstances militant en faveur d'une libération. C'est à la lumière de ces indications que la Cour doit apprécier si les motifs donnés par les autorités nationales pour justifier le maintien en détention sont pertinents et suffisants pour faire admettre que la détention n'a pas dépassé les limites raisonnables et, dès lors, n'a pas contrevenu à l'article 5 par. 3 (art. 5-3) de la Convention. [...]

16. La Cour ne pourrait, dans ces conditions, conclure à l'existence d'un manquement aux obligations de l'article 5 par. 3 (art. 5-3) que si la durée de la détention provisoire de Wemhoff du 9 novembre 1961 au 7 avril 1965 avait été causée soit par la lenteur de l'instruction, terminée seulement à la fin de février 1964, soit par le laps de temps écoulé entre cette clôture de l'instruction et l'établissement de l'acte d'accusation (avril 1964) ou entre cette dernière date et l'ouverture du procès (9 novembre 1964), soit encore par la durée de celui-ci (jusqu'au 7 avril 1965). Il n'est pas douteux en effet que, lors même qu'un accusé est raisonnablement maintenu en détention provisoire au cours de ces diverses périodes par suite de nécessités d'ordre public, il peut y avoir violation de l'article 5 par. 3 (art. 5-3) si, pour quelque cause que ce soit, la procédure se prolonge pendant un laps de temps considérable.

La Cour partage sur ce point l'avis de la Commission suivant lequel aucune critique ne peut être élevée relativement à la manière dont l'affaire a été conduite par les autorités judiciaires. L'exceptionnelle durée de l'instruction et celle du procès devant la juridiction de jugement trouvent leur justification

dans l'exceptionnelle complexité de l'affaire et dans des causes additionnelles de retard qu'il n'était pas possible d'éviter. On ne peut perdre de vue que si un accusé détenu a droit à ce que son cas soit traité par priorité avec une célérité particulière, celle-ci doit ne pas nuire aux efforts poursuivis par les magistrats afin de faire pleinement la lumière sur les faits dénoncés, de fournir tant à la défense qu'à l'accusation toutes facilités pour produire leurs preuves et pour présenter leurs explications, et de ne se prononcer qu'après mûre réflexion sur l'existence des infractions et sur la peine.

[...]

Mais le non respect de cette condition n'est pas une cause de nullité de la procédure. Pour la détermination de la sanction, il faut se référer à l'article L.781-1 du Code de l'organisation judiciaire qui prévoit la responsabilité de l'Etat en cas de dysfonctionnement de la justice.

Crim., 20 mars 2002, Pourvoi n°01-83.543

[...]

Sur le premier moyen de cassation, pris de la violation des articles 6.1, 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme, 593 du Code de procédure pénale, défaut de motifs, manque de base légale, violation du droit de la défense ;

"en ce que, l'arrêt attaqué a annulé le jugement qui lui-même avait annulé la poursuite, pour dépassement du délai raisonnable de la procédure et violation des droits de la défense, a déclaré les prévenus coupables des faits qui leur sont reprochés, en prononçant contre eux des condamnations pénales et civiles ;

"aux motifs que si aux termes de l'article 6.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, toute personne (accusée, mais aussi victime) a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement, dans un délai raisonnable, la durée excessive d'une procédure, à la supposer établie, ne saurait entraîner sa nullité, ou celle de l'acte de poursuite ; en l'espèce, si la procédure peut paraître particulièrement longue compte tenu, en définitive, de la simplicité des faits, cette durée inhabituelle s'explique par la difficulté de faire exécuter à l'étranger les instructions de l'autorité judiciaire française, qu'il ne peut être reproché une particulière inertie ; enfin, et surtout, si quelqu'un, dans cette affaire, devait se plaindre en ce que sa cause n'a pas été entendue équitablement, et dans un délai raisonnable, ce serait, de toute évidence, plutôt les victimes que les prévenus ;

"alors, d'une part, que dans leur conclusions devant la cour d'appel, Alexandre Marchi et Jérôme Andreani faisaient valoir que les difficultés à faire exécuter à l'étranger les instructions de l'autorité judiciaire française, n'étaient pas la seule cause des lenteurs inexplicables de la procédure dans cette affaire, au demeurant simple, qu'ils indiquaient, à cet égard, que la commission rogatoire n'avait été délivrée que deux ans après les faits et que de surcroît, l'autorité judiciaire française avait encore attendu près de deux ans, sans réagir, avant de

transmettre la procédure via l'organisation internationale de la police criminelle ; que la cour d'appel aurait donc dû s'expliquer sur cet aspect de la violation du délai raisonnable de la procédure, imputable en propre à l'autorité judiciaire nationale ;

"alors, d'autre part, Alexandre Marchi et Jérôme Andreani indiquaient également que les conditions d'un procès équitable n'étaient pas davantage remplies, l'enquête ayant été menée unilatéralement pendant six ans par l'accusation, sans aucun avertissement aux prévenus, et ces derniers brusquement convoqués devant la juridiction de jugement six ans plus tard, ayant été tenus jusque là dans l'ignorance des déclarations des victimes et des témoins allemands et n'ayant pu, en temps utiles, s'expliquer sur les déclarations, préparer une défense, ni faire citer d'autres victimes ; qu'ils avaient ainsi été empêchés de fournir les moyens de preuve propres à les disculper ; que la cour d'appel ne s'est absolument pas expliquée sur le point de savoir si les exigences d'un procès équitable, notamment relatives à l'administration de la preuve et aux droits de la défense, avaient été respectées, circonstance qui avait pourtant conduit le tribunal correctionnel à annuler les poursuites ; que l'arrêt attaqué se trouve privé de tout fondement légal et a été rendu en violation de droits de la défense ;

"alors, enfin, que l'article 6 de la Convention européenne indiquant que "toute personne a droit", non point seulement intérêt, à ce que sa cause soit entendue équitablement et dans un délai raisonnable, le motif selon lequel seules les victimes auraient pu se plaindre de ce que la cause n'avait pas été entendue équitablement et dans le délai raisonnable, est directement contraire à ces dispositions qui ont été ainsi violées" ;

Attendu que, pour écarter l'argumentation des demandeurs, qui soutenaient que, les conditions d'un procès équitable n'étant pas remplies et le procès n'ayant pas eu lieu dans un délai raisonnable au sens de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme, la procédure devait être annulée, les juges du second degré relèvent, notamment, que, **d'une part, la durée excessive d'une procédure, à la supposer établie, ne saurait entraîner sa nullité, et que, d'autre part, les prévenus ont pu normalement exercer les droits de la défense ;**

Attendu qu'en cet état, la cour d'appel a justifié sa décision ;

A. L'équité de la procédure

La procédure doit également être équitable. Cela signifie, dans un premier temps, que la procédure doit respecter le contradictoire. En vertu de ce principe repris à l'article 6 de la CESDH et à l'article préliminaire, la personne objet d'une accusation pénale a ainsi le droit de connaître les charges qui pèsent contre elle et a le droit de se défendre.

Crim., 21 novembre 2000, Pourvoi n°00-80616, Bull. n°347

[...]

Vu les articles 593 du Code de procédure pénale, 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme ;

Attendu que tout prévenu a droit à être informé d'une manière détaillée de la nature et de la cause de la prévention dont il est l'objet et qu'il doit, par suite, être mis en mesure de se défendre tant sur les divers chefs d'infraction qui lui sont imputés que sur chacune des circonstances aggravantes susceptibles d'être retenues à sa charge ;

Attendu que, pour aggraver la peine d'emprisonnement prononcée par les premiers juges à l'encontre d'Abdelhatir Berdji prévenu de vol avec violence ayant entraîné une incapacité totale de travail de plus de 8 jours, et porter cette peine à 5 ans d'emprisonnement, l'arrêt attaqué retient la circonstance de récidive ;

Mais attendu qu'en statuant ainsi, alors qu'il ne résulte d'aucune mention de l'arrêt que le prévenu ait été mis en mesure de s'expliquer sur cette circonstance aggravante, laquelle n'était pas visée à la prévention, la cour d'appel a méconnu le principe ci-dessus rappelé ;

Qu'il n'importe que la cour d'appel ait prononcé une peine inférieure à celle prévue par l'article 311-6 du Code pénal dès lors que la constatation de la récidive, non soumise au débat contradictoire, a exercé une influence sur l'application de la peine et a ainsi préjudicié au prévenu ;

D'où il suit que la cassation est encourue ;

[...]

Le caractère équitable de la procédure suppose, dans un second temps, que la personne suspectée bénéficie d'un droit à ne pas s'auto-incriminer et au respect de sa présomption d'innocence. Le droit de ne pas s'auto-incriminer et la présomption d'innocence impliquent que la charge de la preuve en matière pénale incombe à l'accusation. Voir CEDH 25 février 1993 affaire Funke contre France série A n°256-A §44.